L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

VOL. 97 — Fondee le 1e Septembre 1827 — NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI, 23 AOUT, 1923 — 5c le numero — No. 31

La Politique Anglaise

Nous lisons dans le Courrier Francais:

On sait qu'un des principaux arguments de l'Angleterre quand elle désapprouve l'occupation de la Ruhr, est que cette opération porte préjudice au Royaume-Uni et contribue, notamment, au chômage dont souffre ce pays.

Les dernières statistiques anglaises concernant les exportations et les importations se chargent-elles de contredire pareille assertion. Si nous consultons *ces statistiques*, qui datent des derniers jours de Juin et qu'on trouve dans tous les journaux britanniques, on constate, en effet, que les exportations anglaises, qui atteignaient environ 352 millions de livres sterling pendant les six premiers mois de 1922, se sont élevées à près de 383 millions pendant les six premiers mois de 1923. Dès lors, on est bien obligé de constater que cette augmentation considérable ne prouve point que l'occupation de la Ruhr ait fait tort à l'ensemble des productions britanniques. On ne doit pas oublier non plus que l'occupation de la Ruhr a surtout profité aux charbonnages anglais.

Les Anglais prétendent aussi que l'occupation de la Ruhr ruine l'organisme économique de l'Allemagne.

Le "Temps" de Paris a déjà fait remarquer que cette assertion est loin d'être conforme aux appréciations des journaux allemands les plus compétents. *Notre grand confrère* parisien montre en effet que dans un des principaux organes de Berlin, on pouvait lire dès le 29 Juin: "Tandis que la circulation des billets de banque augmente de 1500 millions par semaine, il ne convient pas de rester les bras croisés et de tout excuser en alléguant l'entrée des Français dans la Ruhr."

Que l'Allemagne court à une catastrophe financière, cela est certain. Mais c'est elle-même qui a voulu cela. Que vient-on parler de "chaos économique," comme disent les Anglais, quand on sait que l'Allemagne conserve son sol admirablement cultivé, son outillage prodigieusement accru et sa flotte de commerce complètement reconstruite?

On sait fort bien maintenant que la catastrophe monétaire [illegible] avant tout, comme le fait observer le "Temps," aux convoitises des privilégiés allemands qui ont exploité l'occupation de la Ruhr et aux fautes du gouvernement allemand qui n'a pas su réprimer les abus.

Notre grand confrère parisien se demande aussi, puisque le gouvernement britannique s'inquiète si fort de la situation allemande, si Lord Curzon a montré à ses collègues les résultats de l'enquête parlementaire qui s'est close dernièrement à Berlin, et qui devait élucider les causes de la débâcle monétaire.

On sait qu'au cour de cette intéressante recherche, on a établi qu'un grand coup fut porté au change allemand vers le milieu d'Avril. La maison Stinnes en prit l'initiative, quand elle acheta brusquement, le 12 Avril, 60,000 livres sterling sur le marché de Berlin.

A quoi étaient destinés ces fonds? se demande le "Temps." A payer du charbon anglais. Nous savons alors où est allé pour une bonne part l'or que la Reichsbank a dû exporter. Or, du moment que c'est Londres surtout qui jusqu'à présent, profité le plus de l'occupation de la Ruhr, on est en droit de se demander de quoi se plaint le gouvernement britannique.

La vérité est que ce qui inquiète les Anglais ce n'est pas la situation économique, comme ils voudraient le faire croire, quand ils protestent contre l'occupation de la Ruhr. Leurs préoccupations sont plutôt d'ordre politique, ce qui est plus grave parce que sur ce terrain le problème devient plus difficile à résoudre.

EN L'HONNEUR DES TROUPES NOIRES

Rabat.—Une grande kermesse au profit de l'érection, à Bamako et à Reims, de monuments en l'honneur des troupes noires qui ont combattu au cours de la grande guerre, a commencé au milieu d'un immense concours de population européenne et indigène, accourues à Rabat de tous les points du Maroc.

Les fêtes se déroulent dans le cadre pittoresque de la ville résidentielle, au milieu de jardins aménages et décorés avec un goût rare. Les troupes de la garnison prêtent leur concours.

Des reconstitutions de défilés et de danses nègres ont obtenu un vif succès. Les fêtes continuent aujourd'hui.

UN QUI EST INTRIGUE

—Je comprends parfaitement bien qu'on ait pu trouver la distance des principales étoiles à la terre, mais ce que je ne comprends pas aussi bien, c'est qu'on ait pu trouver leur nom.

La Prohibition Americaine

Du "Hâvre-Eclair."

Que les Etats-Unis aient décidé de se condamner à l'eau claire, plus ou *moins gazeuse, cela* les regarde, et eux seuls. Mais qu'ils émettent la prétention d'étendre la sécheresse du régime à tous les bateaux qui fréquentent les ports américains, paraît dépasser singulirement la mesure.

L'aventure n'est d'ailleurs pas pour surprendre.

Il existe chez les "assécheurs" de là-bas, une mentalité dogmatique qui les *contraint* au *prosélytisme*.

Ces extrémistes de la tempérance ont décidé de faire le bonheur du monde malgré lui, et ils entendent imposer ce bonheur par la force.

Avez-vous remarqué que tous les extrémistes ont ce défaut commun d'un autoritarisme aigu, qui n'admet point les contingences?

Ce sont des sectaires. Bon gré, malgré, il faut que les réalités entrent dans le cadre des principes qu'ils formulent.

Par malheur, les réalités sont élastiques et le cadre est rigide. L'accord ne peut jamais s'établir et ce sont les principes qui, en fin de compte, craquent de toutes parts.

A multiplier les dépenses impérieuses, on crée le fruit défendu, lequel a, sur les pauvres humains que nous sommes, un attrait puissant.

L'Amérique sèche nous a valu la résurrection de la piraterie et la naissance d'une foule de produits chimiques *mille fois plus nocifs* que tous les alcools réunis du monde.

L'alcoolisme est un fléau qu'il faut combattre sans répit. Mais il est d'autres moyens de le faire que de lui donner l'attrait d'un plaisir d'autant plus recherché qu'il sera plus coupable.

La France n'a point asséché" ses enfants et la vente de l'alcool a, chez nous, diminué de moitié.

Les Etats-Unis ont seché les leurs et ils ont multiplié les poisons alcooliques.

Qu'ils gardent pour eux ce bonheur absolu et qu'ils nous laissent nos joies relatives.

Elles nous suffisent.

Ne nous [illegible] pas la nécessité sous prétexte d'être parfaits, d'imiter ce brave Gribouille, qui tua son chien "afin de lui apprendre à vivre."

TIR DE PIGEONS A DEAUVILLE

A l'extrémité du champ de course, une longue file de voitures est rangée sur les côtés de la route: torpedos effilés, cabriolets luxueux voisinent; les nickels brillent pareillement, les peintures ont un même éclat.

Un morceau de gazon encadré par des barrières blanches, une jolie échappée sur la campagne normande, des fauteuils d'osier, une tente, des coups de fusil rapides qui trouent le silence: c'est le Tir aux Pigeons de Deauville.

Pendant les mois de juillet et d'août, toute l'élite des tireurs européens, vient au milieu des massifs de fleurs, tuer les "uritos" pigeons d'Espagne rapides, durs, au vol compliqué.

Le comte de Gramedo, casqué d'amadou, une badine flexible à la main, dirige avec courtoisie le tir; il a su en faire un lieu discret, et bon ton, où dans l'après-midi paisible, on connait un Deauville charmant, sans agitations.

Deux coups viennent de résonner, le préposé à l'affichage a crié: M. Eugène Labiche, M. de Chavagnac après..."

Le tireur s'est avancé sur la longue plaque de *ciment*; il ajuste. Chacun a sa manie, les uns visent le ciel, fixant avec obstination le point de mire, d'autres semblent vouloir par la position compliquée de leurs jambes, trouver une assise inébranlable, d'autres enfin modifient l'inclinaison de leurs chapeaux, craignant sans doute que le soleil n'ait un pouvoir plus efficace que leur coup de fusil, à moins que le contact du feutre n'ait une vertu spéciale contre le pigeon:

Bref, le Tir aux pigeons à Deauville est un coin coloré, où la verdure, les *fleurs*, les robes se mêlent harmonieusement. On s'y retrouve en un cercle aimable, étroitement limité, qui aime le sport et la vie mondaine.

Les coups de fusil troublent encore l'air pur, des murmures. On potine, on sourit, on chuchote tandis que dans le lointain le speaker crie encore: "M. de Corrisoza, duc d'Ayen, après...

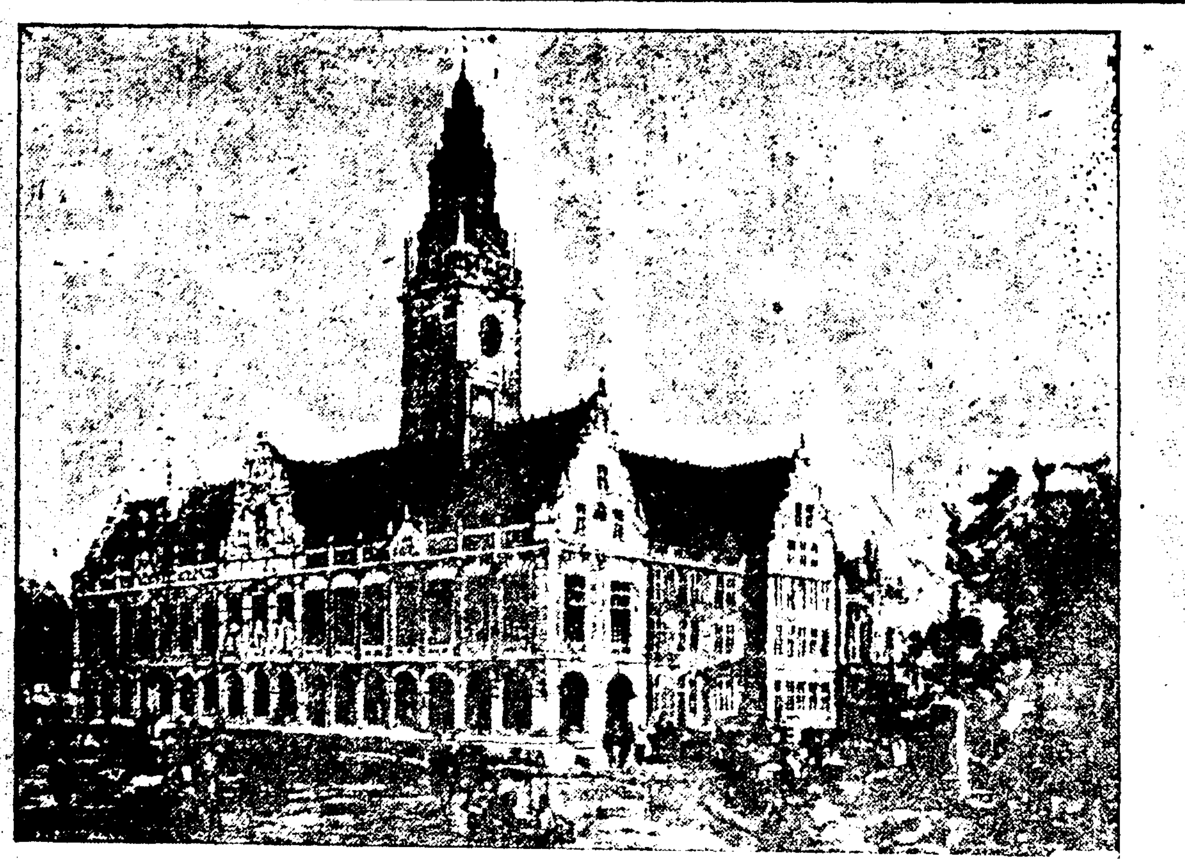
UN DISTRAIT

—Messieurs, voulez-vous m'aider à trouver mon chapeau?

—Mais vous l'avez sur la tête!

—Sur la tête! Alors ne vous dérangez pas, je le trouverai bien moi-même.

LA NOUVELLE BIBLIOTHEQUE DE LOUVAIN



Trente trois nations ont contribué des fonds afin que la magnifique bibliothèque de Louvain, incendiée par les Boches, soit reconstruite. La première pierre a été posée par le Dr. Nicholas Butler, de New-York. Louvain est né encore une fois pour vivre bien des siècles.

Les Relations Franco-Sovietiques

Paris.—M. Skobeleff qui représente, à Paris, le commissariat du peuple pour le commerce extérieur de la république Soviétique a fait les déclarations suivantes au "Sans Fil", *journal financier français*, concernant l'activité des Soviets en France pour rétablir les relations commerciales entre les deux pays.

D'après ces déclarations il ressort que:

Les maisons Berliet, Bergougnan, Renaud, Goodrich, ont livré du matériel de transport automobile; la maison Vermorel, du matériel agricole, notamment pour la vituculture et les graines potagères; Davy, Boret, [illegible], Rousta-Serran, les plus grandes entreprises de produits chimiques, médicaments, matériel hydrotechnique, téléphonique, électrikue, montres, pendules, etc. etc., ont donné suite aux commandes russes.

Mais ce n'est pas tout. Il y a aussi les exportations de produits russes en France: 25,000 tonnes de produits pétrolifères, d'essences et d'huiles minérales, par exemple...

Le commerce entre la France et la Russie *se développe quand même* malgré tous les obstacles techniques. M. Skobeleff a ouvert, cette année-ci, officiellement, à Paris, la succursale de la "Société Arcos," a fondé ou plutôt repris la Société française "Centrosoyous France." La première a placé des commandes de matériel d'aviation pour 3 millions de francs.

Un groupe français a passé un accord avec la Russie, relatif à l'exportation en france des œufs russes, et d'autres commandes encore.

"Arcos" a vendu aux enchères, à Paris, des pelleteries pour 5 millions de francs, et un lot de pelleteries en plus des précédentes, à la maison Revillon Frères, pour un million de francs. Chabrières et Morel qui est la plus importante maison de commerce pour la vente de cocons de soie, aide la Russie à vendre les cargaisons de cocons et de frisons qui sont arrivés à Marseille pour l'Arcos venant de Russie.

Le premier lot de lin russe est arrivé en France et les maisons françaises ne devront plus en acheter indirectement à Londres ou à Riga.

Un commerçant français vient d'envoyer à Moscou des automobiles Citroen; une maison française a vendu au Trust Russe de Tabac un grand lot de papier à cigarettes.

M. Skobeleff veut aussi organiser des sociétés mixtes franco-russes avec la participation du gouvernement soviétique, comme il en existe entre groupements industriels et commerciaux anglais, allemands, autrichiens, scandinaves et la Russie. On s'intéresse en France, aux concessions à obtenir en Russie dans les industries naphtifères, métallurgiques, sucrières et forestières. Quelques contrats préliminaires sont déjà signés.

COMPLIMENT

Charles.—Comme vous êtes jolie, aujourd'hui, mademoiselle Jeanne!

Jeanne.—Vous êtes flatteur, monsieur.

Charles.—Non, mademoiselle, je ne suis pas flatteur, je dis ce que je pense. Vous êtes si jolie aujourd'hui que c'est à peine si j'ai pu vous reconnaitre à première vue!

En 1921, il y a eu aux Etats-Unis 64 lynchages; il n'y en a eu que 57 en 1922.

L'Allemagne et les Avions

Paris.—L'attention du public a été attirée à diverses reprises par de brèves communications relatant que des avions commerciaux français, obligés d'attirer dans le territoire allemand, avaient été saisis par les autorités allemandes. Pour bien se rendre compte de la question, telle qu'elle se pose actuellement, il faut rappeler que depuis le 1er janvier 1923, l'Allemagne nous dénie le droit de survoler son territoire avec des avions commerciaux et que d'autre part la Société Franco-Roumaine, desservant les itinéraires Paris-Varsovie et Paris-Constantinople, emprunte un itinéraire qui l'amène obligatoirement à faire survoler l'Allemagne par ses avions entre Strasbourg et Prague.

A la fin de l'hiver, cette Société, reprenant son exploitation aérienne, demanda au gouvernement français qui la contrôle, quel compte elle devait tenir de la défense allemande. Le gouvernement français ne fit aucune difficulté pour l'autoriser à passer outre. Entre temps, la France essaya de faire revenir l'Allemagne sur son interdiction, mais sans succès.

Le tarif aérien reprit donc le 15 février, avec une intensité d'ailleurs sans précédent, en raison de la faveur croissante du transport aérien auprès du public, qui considérait les expéditions par *chemin de fer* à travers l'Allemagne comme lentes et peu sures.

C'est ainsi que du 15 février à l'heure actuelle, plus de 460 voyages entre Strasbourg et Prague ont été effectués avec des avions chargés à bloc.

Des avions ont été forcés d'atterrir au cours de cette période d'exploitation intense de plus de cinq mois. Ce chiffre est à la fois très faible et très élevé.

Très faible en ce sens que l'on n'osait pas compter sur une aussi faible proportion d'atterrissages en Allemagne, la distance séparant Prague de Strasbourg étant de 600 kil. et les Allemands nous ayant refusé tous renseignements météorologiques depuis le début de l'année. Or, malgré ces difficultés considérables, le coefficient de régularité est voisin de 98%.

Mais aussi faible que soit la proportion d'avions atterris en Allemagne et par suite saisis, elle correspond, en raison du nombre considérable de voyages, au chiffre de dix unités.

La Société Franco-Roumaine peut, grâce à l'importance de sa flotte aérienne, exploiter normalement ses lignes malgré la privation de ces dix avions, et c'est pour le moment l'essentiel. Mais pour l'avenir se pose pour elle les problèmes de l'exploitation avec un flotte sans cesse diminuée, de l'achat de nouveaux avions, de l'indemnisation des pertes subies par le fait des confiscations. (La valeur des avions saisis atteint presque un million et demi.) C'est du gouvernment français que l'on attend les solutions de ces problèmes, car, subventionnant, contrôlant l'exploitation de la Compagnie Franco-Roumaine, il a seul qualité pour intervenir auprès du Reich de la manière la plus énergique. Allons-nous, oui ou non, continuer, sans protester, à abandonner deux avions par mois à l'Allemagne? Voilà la question telle qu'elle se pose actuellement?

Nous savons que le ministère des affaires étrangères et le sous-secrétariat de l'aéronautique cherchent activement un remède à cet état de choses qui compromet à la fois les intérêts et le prestige de la France.

Les Arenes de Lutece

Paris.—On se préoccupe au Conseil municipal et dans la presse de savoir ce qu'il adviendra des Arènes de Lutèce.

On s'étonne que M. Gémier, qui avait été chargé d'y organiser des fêtes et d'y monter des spectacles classiques, se tienne sur une prudente réserve. De leur côté, les commerçants de la rue Monge aimeraient voir les fameuses arènes aménagées au goût du jour et regorgeant de spectateurs venus de tous les quartiers de Paris.

Se faisant l'interprète de ses administrés, M. Paul Fleurot, conseiller municipal, réclame des crédits, promet des transformations et rêve de voir décorateurs et jardiniers "embellir" ces vestiges gallo-romains qu'on eut tant de mal—sans y réussir toujours, toujours—à protéger contre les mains profanes.

Très sérieusement, on annonce que les travaux seraient bientôt décidés, et on ajoute qu'ils comportent, dès maintenant, "l'extension de l'éclairage électrique et l'aménagement d'un jardin."

Nous avons vu, tout dernièrement, une offensive semblable dirigée contre les beaux et sauvages jardins de l'hôtel Biron dont quelques connaisseurs zélés prétendaient faire, un square... électoral.

L'opposition si nette du conservateur, M. Léonce Bénédite, la décision du ministre ont mis un terme, provisoire, à ces réclamations.

Un coin superbe du vieux Paris fut alors sauvé; aujourd'hui, un des plus curieux vestiges de l'architecture gallo-romaine que nous possédions est menacé.

Ce n'est pas, me direz-vous, la première fois que l'on s'en prend aux Arènes de Lutèce. Certes non, et depuis cinquante ans, époque où elles furent déblayées, leur martyre est commencé.

Les amis du vieux Paris n'ont pas oublié toutes les luttes qu'il fallut soutenir, et les protestations qui furent élevées par le fameux Comité des Arènes pour les préserver de la pioche et du cimentier.

En 1885, grâce à l'initiative de M. Charles Normand, ce comité, présidé par Victor Duruy, et dont Victor Hugo était le président d'honneur, entreprit le sauvetage des Arènes de Lutèce menacées.

Un homme un savant, M. Charles Normand, ne cessa jamais, depuis cette époque, de faire connaître et aimer les Arènes de Lutèce; il y organisa des promenades, y fit des conférences, et grâce à ses travaux et à ses fouilles de quarante ans, parvint à percer le mystère de ces dix-huit siècles, et à reconstituer le plan de ce qui fut le siège de la vie municipale de l'ancienne Lutèce.

L'indifférence officielle se réveilla en 1914, et ce réveil fut un nouveau coup porté au monument de la rue Monge. On parla aussitôt de restaurer. Les savants et les archéologues eurent beau répéter: "Restaurer c'est altérer, il faut consolider." On n'entendit point, et les cimentiers prirent possession de ce "chantier" comme s'il se fût agi de la construction d'un immeuble moderne. Notons en passant qu'à la tête des partisans de la restauration se tenait M. Paul Fleurot, que nous retrouvons aujourd'hui animé des mêmes soucis et des mêmes intentions.

Le Vingtieme Silecle, est il Commence

Avec le sereine objectivité de l'historien habitué à remonter des faits précis aux idées générales, M. Guglielmo Ferrero écrivait dans l'un des derniers numéros de l'Illustration :"Il y a encore des monarchies en Europe; il n'y a plus un système monarchique comme de 1815 à 1914. A leur tour, les institutions démocratiques vacillent." Avec mélancolie, M. Vandervelde vient de faire écho à ces paroles: "Dans la moitié au moins de l'Europe, le régime démocratique a été supprimé; il n'existe même plus comme un décor ou une apparence."

Un des traits qui caractérisent le dix-neuvième siècle, qui va—d'après l'histoire, sinon d'après la *chronologie*—de la bataille de Waterloo à la bataille de la Marne, c'est sans doute le développement des idées libérales et l'influence croissant des parlements. Or, que voyons-nous depuis la guerre? Le système représentatif partout attaqué, et l'accession au pouvoir d'un personnage ancien et nouveau, que M. Ferrero appelle, au sens technique du mot, le tyran.

Le *régime soviétique est* caractérise par l'annihilation en pratique du parlementarisme et par la dictature exercée au profit de la classe des travailleurs. La Constitution n'a garanti le droit de cité qu'aux "individus créateurs de valeurs sociales." Tout le pouvoir est d'ailleurs exercé par les commissaires du peuple, dont les ordres sont exécutoires pour les soviets locaux. Et ces commissaires eux-mêmes sont subordonnés à la volonté du grand chef: Lénine ou de ses lieutenants.

"C'est un fait, a déclaré récemment M. Mussolini, que la révolution russe, aussi bien que la révolution italienne, tendent à se dégager de toute idéologie et, en un certain sens, de toutes les institutions libérales et démocratiques issues de la Révolution française." Ainsi le grand homme d'Etat italien indiquait le point de convergence entre le soviétisme et le fascisme, si opposés par tant d'autres traits. Voulant restaurer la volonté de l'ordre et la notion de la hiérarchie, M. Mussolini a été conduit à limiter certaines libertés civiques, par exemple la liberté de la presse ou la liberté d'association. Mais, dans son dernier discours, il s'écriait: "Le peuple ne m'a jamais demandé plus de liberté, jamais il ne s'est plaint de souffrir d'un manque de liberté." Réagissant contre les sophismes socialistes et contre le despotisme fiscal, il a exempté d'impôt les successions en ligne directe. Au Parlement, *il a montré non des* droits à exercer, mais des devoirs à remplir. "Nous avons le pouvoir et nous le garderons."

En Autriche c'est un bourgmestre hollandais qui exerce une dictature internationale. La Société des nations elle-même a suspendu dans ce pays le fonctionnement du régime parlementaire.

Faut-il chercher d'autres exemples, parler de Horthy en Hongrie et de Stamboulisky en Bulgarie, des tentatives de fascisme en Espagne ou en Allemagne? Partout nous constaterions le même phénomène: le recul de la démocratie qui, au lendemain de la guerre, semblait devenir générale et intégrale.

Dans ce tableau que présente l'Europe actuelle, un second trait mérite d'être signalé: le système de la nation armée, pour des fins défensives ou politiques, persiste et la course aux armements, surtout aériens, continue.

On sait ce qui s'est passé en Russie. Après trois années de guerre, après une révolution faite précisément contre la guerre, Trotzky a dû réorganiser l'armée rouge. Parti du système des volontaires, il est vite arrivé au principe du service obligatoire pour tous les travailleurs. Partout des écoles militaires ont été ouvertes.

L'AVIATION FRANCAISE

Les journaux de toutes les grandes nations se livrent à des commentaires sur les révélations sensationnelles faites à un reporter américain par M. Laurent Eyenac, sous-secrétaire au service de l'aviation militaire. Ce dernier aurait déclaré que les avions Nieuport 29, pouvant atteindre une vitesse de 140 à 175 milles à l'heure, et qui constituaient les aéroplanes de poursuite les plus rapides durant la guerre, viennent d'être cancelés par le ministère de la guerre pour être remplacés par des appareils encore plus rapides, à ascension presque immédiate et d'une endurance plus considérable, et dont la vitesse peut atteindre de 200 à 225 milles à l'heure. "Les nouveaux avions de poursuite de l'armée française, a déclaré M. Eyenac, sont aujourd'hui les plus rapides au monde."

La Politique d'Isolement des Etats-Unis

La mort de M. Harding et l'accession de M. Coolidge à la présidence des Etats-Unis donnent plus d'actualité encore à la question si souvent débattue: les Etats-Unis vont-ils cesser leur politique d'isolement? Les premiers gestes et les premières paroles de M. Coolidge manifestent son intention de suivre les mêmes directives que son prédécesseur. On peut se demander quels motifs dictent à la grande République américaine son abstentionnisme et si sa politique de paix n'est pas en contradiction avec sa politique de guerre.

Il ne faut pas oublier que les Etats-Unis sont entrés en guerre, pour *défendre la liberté des mers*, c'est-à-dire les droits des neutres dans la guerre navale. Les déclarations de M. Harding suffiraient à confirmer cette assertion. En votant la résolution qu'il voulait avant tout défendre les droits et les intérêts américains.

Qu'on se rappelle les faits d'ailleurs. L'invasion de la Belgique et les cruautés commises contre ses habitants soulevèrent la réprobation des *Etats-Unis. Pourtant*, le 18 août 1914, le président Wilson rappelait au peuple américain le devoir d'observer la neutralité la plus complète. Mais dès le mois de décembre 1914, il protestait contre le blocus anglais.

La barbarie déployée par l'Allemagne dans la guerre sous-marine allait forcer les Etats-Unis à entrer dans la lutte. En février 1915, les Etats-Unis faisaient entendre leur première protestation. Le torpillage du Lusitania (1915) et du Sussex (1916) provoquèrent l'indignation la plus vive. Après sa réélection, le 3 février 1917, le président Wilson prononçait la rupture des relations diplomatiques avec l'Allemagne. Les Etats-Unis se rangeaient à nos côtés non comme alliés, mais comme "associés": ils nous apportaient de nouveaux moyens de vaincre, mais ils réservaient leur liberté quant aux resultats demandés à la victoire.

L'interventio namèricaine entraînait un corollaire: l'influence américaine. Il est vrai que le président Wilson voulut, lors des négociations de la paix, faire triompher son propre idéal bien plus que le programme des Etats-Unis. Sans doute, dans ses "quatorze points," avait-il réservé une place à la liberté des mers et à la suppression des barrières économiques. Mais le point essentiel de son programme, c'était la formation d'une Société des nations.

On sait comment le Sénat américain refusa de ratifier le pacte de la Société, et le traité auquel il était lié: c'était "la seconde déclaration d'indépendance" des Etats-Unis. Aux élections présidentielles de novembre 1920, l'écrasante victoire des républicains marqua l'échec du programme wilsonien, ainsi que le retour de l'Amérique à la politique d'isolement et d'indépendance.

La succession qui incombait à M. Harding, était lourde. Il fallait, dans la paix, faire triompher le principe de la liberté des mers, pour lequel les Etats-Unis étaient entrés en guerre. Le Président Harding obtint deux resultats importants.

A la Conférence de Washington, il parvint à faire reconnaitre le principe de limitation des armements navals et à défaire l'alliance anglo-japonaise, qui lui semblait une menace dans le Pacifique.

Il réussit, d'autre part, à régler le paiement de la dette britannique. L'Angleterre, après la guerre, était *maîtresse de la mer*; elle n'avait plus à redouter la concurrence allemande. On comprend que les Etats-Unis n'aient pas voulu faire remise à la Grande-Bretagne de sommes qui auraient pu servir à accroître sa puissance navale.

Une paix séparée avec l'Allemagne fut conclue sans que les puissances "associées" eussent lieu d'être blessées. Mais le président Harding ne voulut prendre aucune part active au réglement des réparations. Les Etats-Unis avaient lutté pour l'équilibre des mers: leur but était atteint.

Le président Harding ne cessait d'ailleurs de manifester sa sympathie pour la France. Mais aux diverses conférences qui suivirent la paix, ainsi qu'à la Commission des réparations, le délégué américain se contentait d'observer et, le cas échéant, de défendre les intérêts américains.

M. Perry Belmont a pu parler de l'illusion de cet isolement. A l'heure actuelle, les intérêts économiques des Etats-Unis sont solidaires de ceux de l'Europe. Et la resauration économique de l'Europe est elle-même subordonnée au règlement des réparations.

Le temps fera-t-il son œuvre? Les Etats-Unis reprendront-ils un contact étroit avec l'Europe? Il serait prématuré de le dire. Ils continueront à témoigner une sympathie sincère et lointaine à la France, mais ils ne semblent pas disposés encore à cesser leur "magnifique isolement."